

**ARRÊTÉ de Permis de Construire (PC)**

délivré par Le Maire, au nom de la Commune

Arrêté n° 2026/117

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier :
Type de demande : Permis de Construire (PC)	PC04929926C0002
Déposée le : 27/01/2026	Destination des constructions : Autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaire Surface de plancher créée : 767.12 m ²
Complète le : 22/05/2026	
Demandeur : SCI BOCQUEL	
Monsieur BOCQUEL Christophe	
Demeurant à : 1 avenue du Onze Novembre 85130 Chanverrie	
Objet des travaux : Extension d'un bâtiment	
Lieu des travaux : 21 rue des Métiers 49280 Saint-Léger-sous-Cholet	
Référence(s) cadastrale(s) : AH-0117, AH-0118, AH-0119	

Le Maire de SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET

Vu la demande susvisée ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant programme local de l'Habitat (PLUi-H) approuvé (zone Uy) ;

Vu les pièces complémentaires reçues le 22/05/2026 ;

ARRÊTE**Article Unique : La présente demande de Permis de Construire (PC) est ACCORDÉE.**

SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET, le 22 juillet 2026

Le Maire,

Jean-Robert TIGNON

Avis de dépôt affiché le : 27/01/2026

Certifié exécutoire compte-tenu de l'envoi
 dématérialisé à la S/Prefecture le 23.07.2026
 et de l'accusé de réception dématérialisé
 reçu le 23.07.2026
 Le Maire, Jean-Robert TIGNON



Arrêté affiché le : 23/07/2026

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Délais et voies de recours : Si vous entendez contester la présente décision, vous disposez D'UN MOIS pour saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme, conformément aux dispositions de l'article L.600-12-2 du Code de l'urbanisme. Le silence de l'administration pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet. Vous pouvez également saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la présente décision. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Les juridictions administratives peuvent être saisies de manière dématérialisée sur "www.telerecours.fr"

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R.424-17 du Code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration Cerfa n°13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

Si le projet porte sur des constructions : il est rappelé au bénéficiaire du permis l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du Code des assurances.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES POUR VOTRE PROJET

Nous vous rappelons à cet effet que vous devez respecter les recommandations et les prescriptions énumérées ci-après. Celles-ci devront impérativement être transmises à votre maîtrise d'œuvre ou aux professionnels chargés de l'exécution de vos travaux dès réception.

DÉCLARATION ATTESTANT L'ACHÈVEMENT ET LA CONFORMITÉ DES TRAVAUX (DACT) :

Avec la DAACT, le demandeur devra fournir :

- AT2 : l'attestation du contrôleur technique de la prise en compte de ses avis par le maître d'ouvrage de la construction sur le respect des règles de construction parasismique (article R.462-4 du Code de l'urbanisme) ;
- AT3 / AT3-1 / AT4 : un document établi par un organisme agréé attestant la prise en compte de la réglementation thermique par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage (article R.462-4-1 et R.462-4-2 du Code de l'urbanisme) ;

ASSAINISSEMENT :

Tout projet dont le niveau le plus bas collecté est inférieur au niveau de la voirie publique sur laquelle il se raccorde doit se munir d'un système anti-refoulement (cf règlement d'assainissement).

Séparer EU et EP jusqu'en limite de propriété.

Réseaux : Réseau EU et EP Lot Le Cormier.

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer de la faisabilité technique du raccordement au réseau public de son projet.

Étant donné les contraintes techniques du terrain et la demande de dérogation, le service assainissement accorde une dérogation à son règlement relatif aux eaux pluviales (EP) pour ce projet. Celui-ci reçoit ainsi un avis favorable pour une infiltration partielle.

La gestion des 28,5 m³ d'eaux pluviales est assurée par l'infiltration de 12,9 m³ et par le stockage, avec une restitution régulée à un débit de 1 litre par seconde de 15,6 m³.

AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES :

RISQUE SISMIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que le terrain est situé en zone 3 de sismicité (aléa modéré) et en conséquence votre projet de construction doit respecter la réglementation sismique.

RADON

Le terrain est situé sur le territoire d'une commune à potentiel radon de catégorie 3.

ARGILE

Le terrain est soumis au phénomène "Retrait - Gonflement" des argiles aléa faible.